**Méditerranée orientale, Syrie, Libye et Haut-Karabakh :**

 **les aventures militaires turques et leur future impasse stratégique.**

**Par**

**Jean-Baptiste HUBERT,**

**Spécialiste en intelligence économique et des questions de sécurité et de défense,**

**Membre du comité « Sécurité Intérieure » de l’Aqui-IHEDN ;**

 Depuis l’accession au pouvoir du parti de Recep Tayyip Erdogan, l’AKP( *Adalet ve Kalkınma Partisi*, parti de la justice et du développement) cherche à reconstituer la puissance et l’influence de l’ancien empire ottoman comme le démontre ces quelques faits :

- les déclarations nationalistes d’Erdogan du 6 décembre 1997 à Siirt l’ont montré lors d’un meeting, n’hésitant pas à citer un poème sulfureux du poète nationaliste turc Zyiad Gökalp :

« Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats » ([[1]](#footnote-1)) qui le mèneront en prison pour 6 mois ;

- les interventions militaires dans son étranger proche, notamment avec des infiltrations des forces spéciales turques dans le Kurdistan irakien ([[2]](#footnote-2)) et le recours à des armes chimiques ([[3]](#footnote-3)) , à partir de 2007;

-la démultiplication des tensions avec la Grèce, avec les différents incidents maritimes, notamment celui autour de l’îlot d’Imia qui, en 1996, a quasiment failli déclencher une guerre ouverte entre les deux pays ([[4]](#footnote-4)), sans compter les accusations régulières turques de financement grec de factions extrémistes kurdes notamment « les Faucons de la liberté du Kurdistan » de Bahoz Erdal, chef dissident du PKK, actuellement engagé aux côtés de l’armée nationale syrienne ([[5]](#footnote-5)).

Mais c’est véritablement depuis la nomination d’Ahmet Davutoglu, au ministère des Affaires Étrangères, véritable artisan de la politique néo-ottomane, le 1er mai 2009, que la Turquie a multiplié les interventions militaires et le déploiement de forces majeures avec notamment :

- l’ouverture d’une base militaire turque au Qatar en 2018 ([[6]](#footnote-6)) ;

- des facilités de mouillage à Djibouti, en 2017-2018([[7]](#footnote-7)) ;

- la multiplication des déploiements de la marine turque en Méditerranée Orientale depuis la découverte du gisement de gaz Léviathan (280 milliards de m3), durant l’été 2011, au large de Chypre([[8]](#footnote-8)) .

Ce déploiement n’est pas anodin. En effet, il a eu lieu le long des eaux territoriales libyennes tenues par le gouvernement d’union nationale (GUN) Al Sarraj, connu pour être soutenu par des milices islamistes et recevoir soutien logistique et militaire turc. De ce fait, la Turquie a envoyé sur place deux frégates de la Türk Deniz Kuvvetleri (la marine de guerre turque), ainsi que des miliciens syriens convoyés sur place par la compagnie aérienne libyenne Afriqiyah Airways et la compagnie Al Ajniha([[9]](#footnote-9)). Cette situation a contribué à exacerber les tensions avec la Grèce, la République de Chypre et Israël, pays parties prenantes au projet EastMed. Ce soutien militaire direct et particulièrement opportuniste a mis en échec les troupes de l’Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Haftar, soutenues entre autre, par la Russie, la Chine et plus discrètement la France au cours de l’été 2020, à tel point que le parlement égyptien a fait voter une loi autorisant « l’envoi de troupes des forces armées égyptiennes dans des missions de combat en dehors des frontières de l’État pour défendre la sécurité nationale égyptienne dans l’axe stratégique occidental » et pour voler au secours de son allié([[10]](#footnote-10)).

Parallèlement, la Turquie s’est immiscée dans le conflit syrien depuis l’été 2015, avec son intervention, dans le nord de la Syrie lors de la bataille de Jarablus et deux ans plus tard, dans les batailles d’Afrine et de Tell Rifaat, le 27 mars 2017([[11]](#footnote-11)). Cette intervention et le soutien de la Turquie à des groupes terroristes turkmènes, issus de la minorité turkmène du Nord de la Syrie, a conduit au ciblage d’un SU-25 russe par ces mêmes groupes turkmènes([[12]](#footnote-12)). Ceci a servi de prétexte à l’intervention russe en Syrie, motivée par l’élimination des quelques 5000 djihadistes tchétchènes présents dans les rangs des divers groupes djihadistes. Ils ont fourni des cadres comme Tarkhan Batirashvili, alias Abou Omar al Shishani, qui deviendra le chef des opérations militaires de l’Etat Islamique([[13]](#footnote-13)). Depuis la contre-offensive russo-syrienne, soutenue par le Hezbollah libanais, les troupes turques se sont enkystées dans la région d’Idleb, afin de maintenir un glacis territorial dans le nord de la Syrie et de sécuriser le territoire national turc des multiples infiltrations et actions de plusieurs groupes kurdes notamment le YPG et le YPJ([[14]](#footnote-14)). Ces objectifs, ainsi que le coup d’État de juillet 2016, sont à l’origine des opérations « Source de Paix » lancée entre le 2 et le 22 octobre 2019 et l’Opération «Bouclier du Printemps», lancée le 1er mars 2020 dans le cadre de la bataille d’Idleb, afin de contrer l’avancée des forces armées syriennes et de ses alliées ( Russie, Iran et diverses milices confessionnelles comme le Hezbollah). Ces forces ont reconquis la ville de Maarat al-Nouman. Or, cette offensive turque a subi un coup d’arrêt, suite à la contre-offensive des forces armées syriennes et du Hezbollah du 2 mars. Elles ont alors repris la ville de Saraqeb. Le 5 mars 2020, cette avancée a été sanctuarisée par le déploiement d’unités de la police militaire russe et la signature d’un accord de cessez-le-feu entre la Russie et la Turquie ([[15]](#footnote-15)). Or, la Turquie n’hésite pas à soutenir des groupes terroristes djihadistes sur place, notamment le Hayat Tahrir al Cham formé principalement autour de l’ex Front al Nosra. Il est dirigé par Mohammed al Joulani, principal représentant de la nébuleuse Al-Qaïda en Syrie. Elle recrute parmi les membres de ces groupes djihadistes, des mercenaires actuellement déployés en Libye et de plus en plus dans le Haut Karabakh.

La Turquie s’est impliquée dans ce conflit réactivé au cours de l’été 2020 qui dégénère depuis le 27 septembre 2020. De plus, la Turquie soutient résolument l’Azerbaïdjan en usant de slogans nationalistes comme : « Une Nation, deux États ». Il faut aussi compter avec le soutien militaire à l’Azerbaïdjan de la partd’Israël qui constitue son principal fournisseur d’armes de pointe (plus de 60% des armes vendues et produites en Azerbaïdjan ). Ce soutien s’explique par le soutien de l’Azerbaïdjan à la minorité azérie, très présente dans le Nord et l’Ouest de l’Iran, qui n’hésite pas à faire preuve de menées sécessionnistes et à réclamer plus de droits. Notons que le mouvement vert de 2009, qui a un temps inquiété les mollahs, a été mené par Mir Hossein Moussavi, issu de cette même minorité azérie. Outre les questions territoriales, ce conflit a également pour but, voire comme prétexte, de punir l’Arménie de supposés massacres antisémites commis par Garegin Nzhdheh durant la Seconde Guerre Mondiale, mais surtout à cause des actions de l’ASALA (Armée secrète arménienne de libération de l’Arménie) dans les années 80([[16]](#footnote-16)). Il faut aussi souligner le soutien de l’Iran à l’Arménie, puisque l’Arménie constitue l’un de ses plus profitables clients et également pour contrer les menées sécessionnistes de sa minorité azérie, faisant de ce conflit, un conflit à fronts renversés. Ces derniers jours, la Turquie n’as pas hésité à faire appel à des mercenaires syriens, issus de groupes djihadistes qui combattent aux côtés de l’armée azérie, faisant surgir le spectre de la menace djihadiste toujours latente. En effet, durant le conflit de 1988-1994, les Azéris avaient reçu l’aide du mouvement terroriste afghan Hezb-e-Islami Gulbuddin de Gulbuddin Hekmatyar et de la Brigade islamique internationale de maintien de la paix de Chamil Bassaïev.

Notons que l’emploi de ces mercenaires va sûrement aggraver le conflit du Haut Karabakh et également les tensions en Syrie, conduisant le bloc arménien à faire appel à des mouvements armés pro-arméniens ou de confession chrétienne syriaque (avec qui l’Église apostolique arménienne a de très bonnes relations). Citons, pour exemple, le bataillon Nubar Ozanyan qui défend les arméniens de Syrie ou encore le conseil militaire syriaque et les gardes de Kharbour, combattant tous les deux les djihadistes et les troupes turques en Syrie. Ces trois mouvements sont membres des forces démocratiques syriennes (FDS).

De plus, l’ouverture d’un troisième front est en train d’irrémédiablement conduire la Turquie : -à être perçue par ses alliés de l’OTAN comme une menace régionale majeure. Pour preuve, la vente de 18 avions Rafale français à la Grèce avec le déploiement en cours du groupe aéronaval français et du porte-avions Charles-de-Gaulle ;

- à accroître la dispersion des moyens des forces armées turques et à contribuer à désorganiser une armée dont la qualité de l’entraînement et des matériels est plus que variable et dont la fidélité peut être mise en doute.

Ainsi, malgré les nombreuses purges qu’Erdogan a pratiqué depuis 2008, en usant de l’implication des militaires turcs dans l’affaire Ergenekon ([[17]](#footnote-17)), et plus particulièrement depuis le coup d’État avorté de juillet 2016, les militaires turcs , exception faite de ceux proches du Parti d’action nationaliste ([[18]](#footnote-18)), restent attachés aux idéaux kémalistes et continuent de se voir comme le pilier de la démocratie en Turquie. Ils sont pour la plupart opposés à l’AKP. Cela risque d’être à l’origine d’une crise politique majeure en Turquie et d’une impasse stratégique totale. En effet, si Erdogan poursuit son aventurisme militaire au nom du néo-ottomanisme et surtout au profit de l’islamisme radical, le système Erdogan risque de connaître le même destin que son allié égyptien, la société des Frères Musulmans qui est régulièrement tenue en échec depuis la prise du pouvoir du conseil de coordination des forces armées du maréchal Fatah al-Sissi en Égypte et dont le guide spirituel a été récemment arrêté par les forces armées égyptiennes.

1. Vers du poète nationaliste turc Ziya Gökalp [↑](#footnote-ref-1)
2. Pascal LE PAUTREMAT, « Irak : l’intervention turque devenue réalité », RAIDS n°260, janvier 2008, p.6. [↑](#footnote-ref-2)
3. Pascal LE PAUTREMAT, Turquie : recours aux armes chimiques contre le PKK », RAIDS n°295, décembre 2010, p.12. [↑](#footnote-ref-3)
4. Alexia KEFALAS , « Tensions en Méditerranée: «Il faut sanctionner les provocations d’Ankara», Le Figaro,3 août 2020. [↑](#footnote-ref-4)
5. Pascal LE PAUTREMAT, « Syrie : Les Kurdes a cœur du conflit », RAIDS n°323, avril 2013, p.14. [↑](#footnote-ref-5)
6. [↑](#footnote-ref-6)
7. Jean-Pierre HUSSON, « Djibouti : Facilités accordées à la flotte turque », RAIDS n°383, juin 2018, p.50. [↑](#footnote-ref-7)
8. Pascal LE PAUTREMAT, « Chypre-Turquie : Tensions autour des gisements de gaz », RAIDS n°306, novembre 2011, p.15.

Pascal Le PAUTREMAT, «  Mediterranée : un nouveau rapport de force stratégique et énergétique », RAIDS n°337,juin 2014, p.12.

Jean-Pierre HUSSON, « Turquie : Incidents en Méditerranée orientale », RAIDS n° 381, avril 2018, p.26. [↑](#footnote-ref-8)
9. Alain RODIER, « Turquie : le gazoduc de la discorde », RAIDS N°404, mars 2020, p .46. [↑](#footnote-ref-9)
10. Jean-Pierre HUSSON, « Égypte : vers un déploiement des forces égyptiennes en libye », RAIDS n°410, septembre 2020, p.44. [↑](#footnote-ref-10)
11. Jean-Pierre HUSSON, Alain RODIER, « Syrie : les dessous de la prise de Tell Rifaat », RAIDS n°382, mai 2018, p.56. [↑](#footnote-ref-11)
12. Jean-Pierre HUSSON, « Turquie : la carte turkmène », RAIDS n°356, janvier 2016, p.23. [↑](#footnote-ref-12)
13. Jean-Pierre HUSSON, « Irak : confirmation de la mort d’Omar al Shishani », RAIDS n°362, septembre 2016 [↑](#footnote-ref-13)
14. Jean-Pierre HUSSON, « Turquie : renforcement de la guérilla kurde », RAIDS n°360, mai 2016, p.22 [↑](#footnote-ref-14)
15. Hakim Saleck, « Cessez-le –feu à Idlib : une paix durable ? », Sputnik News, 06/03/2020, consulté le 05/03/2020,disponible sur : <https://fr.sputniknews.com/international/202003061043204990-cessez-le-feu-a-idlib--une-paix-durable/>. [↑](#footnote-ref-15)
16. Ce groupe a été très proche des mouvements radicaux palestiniens comme le Fatah-CR d’Abou Nidal ou encore du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habbache, comme l’ont révélé plusieurs attentats commis au profit de l’OLP entre juillet et août 1982 et a même servi les intérêts iraniens lors de l’attentat d’Orly du 15 juillet 1982, commandité par Téhéran . Notons que l’un des meneurs de ces attentats, Dimitri Georgiou(de son nom Monte Melkonian), numéro 2 de l’ASALA, deviendra l’un des plus prestigieux chefs militaires de l’Artsakh, participera à la contre-offensive russo-arménienne de 1992-1993 et sera fait héros national de l’Arménie. [↑](#footnote-ref-16)
17. Célèbre organisation criminelle turque, composée de militants de l'extrême droite, ainsi que de la gauche républicaine, d'officiers de l'armée et de la gendarmerie, de magistrats, de mafieux, d'universitaires et de journalistes qui viserait à renverser l’AKP. [↑](#footnote-ref-17)
18. MHP(Milliyetçi Hareket Partisi), parti d’extrême droite, anticommuniste, islamiste, panturc à tendance fasciste, fondé en 1958 comme branche politique des Loups Gris par le colonel Alparslan Türkeş et qui prit son essor lors des opérations antiterroristes contre le PKK durant les années 80, discrètement soutenu par la junte militaire de Kenan Evren, afin de lutter contre le communisme en Turquie. [↑](#footnote-ref-18)